

Référendum en Écosse : une défaite en trompe-l'œil

Grégory Mauzé

Octobre 2014

Galvanisés par une dynamique ascendante, les partisans de l'indépendance de l'Écosse ont vu leurs espoirs douchés par la victoire (55 %) des unionistes lors du référendum d'autodétermination du 18 septembre. Ce résultat en demi-teinte illustre tant les perspectives et que les limites de la stratégie de rupture par la gauche conduite par le camp du « oui ».

Comme un goût de trop peu dans les rues de Glasgow. Au lendemain du référendum, la plus grande ville d'Écosse qui s'est prononcée à 53.5 % pour l'indépendance est, en effet, atteinte de ce mal propre aux « presque victoires » qui rend les défaites d'autant plus amères. Côté pile : l'écart de plus de 10 points creusé par le camp unioniste victorieux qui sonne provisoirement le glas du rêve d'autodétermination. Côté face : une spectaculaire dynamique citoyenne née durant la longue campagne de près de deux ans. Parti de moins d'un tiers des intentions de vote, le oui est progressivement parvenu à faire jeu égal avec le non.

Un oui de progrès

C'est donc avec quelque raison que les déçus de la croix de Saint-André pourront chercher dans le chemin parcouru le baume de leur consolation. Faute d'avoir remporté la bataille, ceux-ci peuvent en effet se targuer d'avoir gagné la campagne. Alors que le camp d'en face travaillait l'opinion publique à coup d'arguments exclusivement négatifs¹, la plateforme *YesScotland* portée par le parti national écossais (SNP), les Verts et le parti socialiste écossais (SSP) s'est résolument imposée comme une force de proposition. Rien d'étonnant à ce que le foisonnement d'initiatives citoyennes nées durant cette campagne ait essentiellement bénéficié aux sécessionnistes alors que les unionistes peinaient à recueillir un réel soutien local.

Un sondage réalisé au lendemain du scrutin révèle que la population active s'est majoritairement prononcée pour l'indépendance, le « oui » atteignant même 59 % pour la tranche des 25-34 ans². Les unionistes doivent, en revanche, leur succès au vote massif des plus âgés. C'est ainsi que le « non » glane ainsi plus de 73 % des voix chez les plus de 65 ans. Notons avec intérêt que le « oui » a réussi à incarner un vote de classe dans un pays gangrené par les inégalités et où la pauvreté atteint des sommets historiques³. Au terme d'une campagne globalement fondée sur le renouveau de l'État-providence en rupture avec le conservatisme néolibéral de Westminster, *YesScotland* est, en effet, parvenu à mobiliser les populations précarisées. « *Il y a une corrélation nette entre la faible espérance de vie, le bas niveau des revenus et la décision de vote pour le oui* », explique Sir Harry Burns, ancien *Chief medical officer* pour l'Écosse⁴. La répartition géographique du vote indépendantiste confirme cette préférence des catégories subalternes pour l'indépendance. Les quatre municipalités où le vote indépendantiste réalise ses meilleurs scores comptent parmi les plus pauvres d'Écosse et pâtissent de la plus faible espérance de vie de tout le Royaume-Uni⁵.

Par ailleurs, l'analyse des motivations des électeurs favorables à l'indépendance tord le cou aux clichés ressassés par la presse britannique et étrangère. Trop souvent dépeint comme une

1 "Yes camp needs vision to dispel scare stories", Herald Scotland, 28 avril 2013

2 Lord Ashcroft Polls, "Post-referendum Scotland poll, 18-19 septembre 2014", 19 septembre 2014, lordashcroftpolls.com

3 Naysmith, Stephen, "Poverty in Scotland at worst level for 30 years", Herald Scotland, 29 mars 2013

4 Blackstock, Gordon, "No vote put the poor 'back in their place'", 21 septembre 2014, sundaypost.com

5 Bailoni, Mark, "Après le référendum écossais, quels enjeux pour le Royaume-Uni ?", 24 septembre 2014, diploweb.com

option émotionnelle teintée de romantisme, le vote indépendantiste s'est, au contraire, révélé profondément rationnel avec, en ligne de mire, la contestation du modèle socio-économique (néolibéral) impulsé par Londres. La désaffection pour les politiques d'austérité de Westminster fut ainsi déterminante pour 74 % des sécessionnistes⁶.

Ceux-ci furent également 54 % à motiver leur choix par le souci de préserver le système de santé national (le *National Health Service*, NHS)⁷. Bien que géré depuis 1999 par les institutions autonomes, le NHS dépend encore pour partie du financement de Londres dont le budget alloué à la santé se réduit comme peau de chagrin suite aux politiques de privatisation/marchandisation du secteur⁸. Une centaine de professionnels de la santé s'étaient d'ailleurs ralliés au camp du « oui » en mai dernier, craignant, à terme, une remise en cause des politiques de santé nettement plus progressiste en Écosse que dans le reste du Royaume-Uni⁹.

La même étude illustre aussi l'ineptie qu'il y a à faire du nationalisme écossais un exemple de populisme de droite attisant les égoïsmes sous-nationaux tel qu'il existe dans certaines régions riches d'Europe. Une preuve de plus, s'il en fallait, que le véritable enjeu ne portait pas tant sur les transferts financiers interrégionaux que sur l'exigence de pouvoir mener des politiques progressistes conformes aux aspirations de la population locale.

La coalition du chantage

Si ces éléments confortent le camp indépendantiste dans sa volonté d'incarner un vote d'avenir, l'anatomie du vote unioniste débouche, en revanche, sur des conclusions plus ambiguës. 47 % des partisans du maintien de l'Écosse au sein du Royaume-Uni auraient ainsi motivé leur choix par les risques trop importants que ferait peser l'indépendance de l'Écosse. En cause : la peur de l'inconnue générée résultant de doutes relatifs aux principales questions économiques et sociales (ainsi, l'usage de la livre sterling) ou encore l'appartenance à l'Union européenne.

Les principaux partis d'envergure nationale se sont engouffrés dans cette brèche et se sont livrés à une violente campagne d'intimidation, à travers le collectif *Better Together*. Un nom bien mal choisi, d'ailleurs, puisqu'il ne fut pas tant question, au cours de la campagne menée par ce collectif, de savoir ce que l'Écosse avait encore à faire avec le reste de l'union que de convaincre, à coup d'arguments-massues, de la non-viabilité de l'option indépendantiste. Seul leur engagement solennel¹⁰ pour un transfert massif de compétences suite à la publication d'un premier sondage donnant le « oui » en tête trancha finalement avec le mépris manifesté jusqu'alors.

En outre, les partis unionistes ont pu compter sur de puissants relais dans le monde du « *Big Business* » britannique. Vu le peu d'effet des appels lancés par le patronat pour le maintien de l'Écosse au sein du Royaume-Uni, ceux-ci eurent tôt fait de changer de registre. Alors que le « oui » poursuivait son insolente ascension dans les sondages, cinq grandes banques basées en Écosse ont fait part de leur intention de déménager leur siège en Angleterre en cas de victoire des indépendantistes¹¹. Comme le veut la coutume dans les pays anglo-saxons, la presse s'est jetée dans la bataille en prenant de façon écrasante le parti des thèses unionistes. Sur

6 Lord Aschroft Polls, loc.cit.

7 Lord Aschroft Polls, loc.cit.

8 Peterkin, Tom, "*Scottish independence: What would happen to the NHS?*", The Scotsman, 17 juin 2013

9 "*Medics launch NHS for Yes campaign to 'protect health service'*", 24 mai 2014, news.stv.tv

10 Le sondage de Lord Aschroft réalisé au lendemain de l'élection montre ainsi qu'un quart de ceux qui ont voté Non motivent leur choix par la promesse d'une « dévo-max » en cas de rejet de l'indépendance

l'ensemble du Royaume-Uni, seul l'hebdomadaire *Sunday Herald*, basé à Glasgow, prit fait et cause pour l'indépendance.

Un renfort précieux pour les unionistes est également venu de l'étranger. Par crainte d'effet de contagion ou par soutien géopolitique à la puissance britannique, nombre d'acteurs ont marqué leur préférence pour le maintien de l'Ecosse dans l'union. À cet égard, le rôle joué par la Commission européenne mérite d'être souligné. Durant toute la campagne, celle-ci s'est évertuée à dissuader les Écossais d'opter pour la sortie du Royaume-Uni, arguant notamment qu'une Écosse indépendante devrait, en tant que nouvel État, réintroduire une demande d'adhésion à l'Union européenne.

Concessions maladroites du SNP

Il serait toutefois trop simple, pour le camp indépendantiste, d'attribuer la défaite au seul déséquilibre de la lutte qui les opposait à l'establishment. Certains partisans de l'indépendance pointent ainsi les concessions programmatiques trop nombreuses contenues dans le *Livre blanc sur l'indépendance*¹² rendue publique en novembre 2013 par le SNP. Rédigée de façon à ratisser large à une époque où le « non » était encore largement minoritaire, cette feuille de route des nationalistes se trouva plus d'une fois en porte-à-faux avec les propositions plus radicales du camp indépendantiste.

L'option de maintenir la monarchie britannique prévue par le Livre blanc plaisait, certes, à une majorité d'électeurs écossais mais elle a déçu de nombreux partisans d'une république moderne tournant le dos aux traditions aristocratique. De même, la garantie de sécurité qui justifie selon le SNP, l'adhésion à l'OTAN a profondément heurté le mouvement pacifiste qui mise sur l'indépendance pour tirer un trait sur la présence, sur la Clyde, des missiles nucléaires « Trident ».

Mantra des indépendantistes, la nécessité de prendre en compte les spécificités structurelles de l'économie écossaise se heurte aux engagements de M. Salmond, Premier ministre d'Ecosse et chef de file du SNP, en faveur du maintien de la livre sterling. Ce choix est d'autant plus interpellant qu'il intervient après que la crise de la zone euro ait illustré l'ampleur des difficultés¹³ à appliquer des politiques monétaires communes à des situations économiques parfois radicalement divergentes¹⁴. Enfin, dans le souci de ne pas s'aliéner outre mesure le patronat et les classes moyennes, le SNP prône la mise en place d'un système de dumping fiscal calqué sur le modèle irlandais. Cette option risquerait, à terme, de réduire les sources de financement pour l'État social « à la scandinave » prôné par le parti du Premier ministre indépendantiste¹⁵.

Ces concessions maladroites du parti au pouvoir ont à plusieurs reprises porté atteinte à la cohérence du projet indépendantiste en dépit de l'unité de façade manifestée par ses différentes composantes. « La lecture du livre blanc donne l'impression que le pays ne deviendrait rien d'autre qu'un Royaume-Uni miniature »¹⁶, regrette Jim Sillars, figure de

11 Treanor, Jill, "From banking to teacakes: what happens if it's a yes in the referendum", The Guardian, 14 septembre 2014

12 Pour un résumé en français, lire "Scotland's Future, votre guide pour une Ecosse indépendante", novembre 2013, scotreferendum.com

13 Voir à ce sujet Dupret Xavier, « Après l'euro, les peuples », Ed. Tribord, Bruxelles, 2012.

14 James, Harold, "Quel avenir économique pour une Ecosse indépendante ?", La Tribune, 3 septembre 2014

15 Davidson, Neil, "A non-nationalist argument for Scottish independence", 12 septembre 2014, jacobinmag.com

16 Aitken, Mark, "Nationalist heavyweight Jim Sillars issues plea to Labour voters: Vote Yes for socialism and the future of your grandchildren", Daily Record, 19 janvier 2014

proue de la gauche indépendantiste. Prenant le contrepied de ce qui s'apparente à un numéro d'équilibriste, les partis verts et socialistes écossais ont, pour leur part, résolument pris position pour la république, la sortie de l'OTAN et la création d'une monnaie souveraine écossaise. C'est sur ces bases nettement orientées à gauche que naquirent nombre d'initiatives citoyennes allant dans le même sens, à l'instar de la *Radical Independance Campaign*.

Si l'impact électoral respectif de ces deux lignes peut difficilement être évalué avec certitude, c'est bien sur la gauche, et non au centre, que le camp du oui a réalisé l'essentiel de sa remontée dans les sondages. Véritable clé de la consultation, l'électorat travailliste favorable à l'option indépendantiste a plus que doublé entre le début du mois d'août et le jour J, passant de 18¹⁷ à 37 %¹⁸. À l'inverse, l'opération de lissage du message SNP à destination des franges plus modérées ne semble guère avoir payé, comme en témoigne la forte mobilisation en faveur du statu quo des classes moyennes et supérieures¹⁹. En définitive, la défaite du camp du « oui » pourrait provenir de son incapacité à pousser la logique de la rupture radicale jusqu'au bout et de n'être ainsi pas parvenu à rassembler suffisamment sur sa gauche.

Division des progressistes

Car dans une région où les formations de droites sont réduites à la portion congrue, c'est bien au sein de l'électorat progressiste que s'est joué le scrutin. La victoire du vote unioniste est alors d'autant plus paradoxale qu'à l'exception du parti travailliste, peu de mouvements locaux d'importance sont venus relayer les positions des électeurs de gauches hostiles à l'indépendance. L'essentiel du discours unioniste de gauche a principalement fleuri en Angleterre.

L'argument majeur, brandi à la fois par la plupart des syndicats et la gauche radicale unioniste incarnée par le parti communiste britannique (PCB) vise à souligner l'importance de la solidarité ouvrière britannique que menacerait la division sur une base nationale. « 80 % de l'industrie manufacturière en Écosse est désormais détenue par des propriétaires étrangers, nous disposons d'une économie segmentée qui nécessite l'union la plus intégrée des luttes de travailleurs », fait remarquer Thomas Morrison, leader local du PCB. « Cette fausse indépendance va affaiblir notre capacité à contrôler le grand capital financiarisé. » Les syndicats unionistes évoquent volontiers les conquêtes sociales du mouvement ouvrier britannique. Un argument historique également brandi par les sécessionnistes qui se plaisent à rappeler l'incapacité des organisations de travailleurs à résister, dans le cadre du Royaume-Uni, aux offensives néolibérales dirigées contre l'État-providence au cours des trois dernières décennies.

Autre point de friction, la crainte que le slogan « *End Tory rule forever* » entonné en Écosse ne se transforme en « *Tory rule forever* » pour le Royaume-Uni résiduel. En effet, la sécession de l'Écosse du Royaume-Uni aurait conduit à l'amputation de 59 sièges au Parlement de Westminster, dont 41 sont actuellement occupés par le parti travailliste pour un seul par les conservateurs. De quoi sérieusement inquiéter le premier parti d'opposition qui ne doit ses deux dernières victoires législatives nationales que grâce à ses bataillons du nord. Actuel favori pour les élections générales de 2015, le Labour serait ainsi dépassé par les *tories* si l'élection se déroulait uniquement sur le territoire des trois autres nations constitutives²⁰. Si les courants politiques les plus à gauche ne se font guère d'illusions sur la disposition du parti

17 Kellner, Peter, "Scotland: 'Yes' Blitzkrieg wipes out 'No' lead", yougov.co.uk, 7 septembre 2014

18 Lord Aschroft Poll, *loc.cit.*

19 Lord Aschroft Poll, *loc.cit.*

20 Kellner, Peter, *loc.cit.*

travailliste à promouvoir le progrès social, la perspective d'un éventuel deuxième mandat pour le parti conservateur ne rassure évidemment personne à gauche. Ceci vaut également pour les Écossais désireux d'enrayer, par un vote indépendantiste, la machine impériale britannique. À titre d'exemple, le projet du Premier ministre David Cameron d'autoriser les frappes militaires sur la Syrie en août 2013 ne fut rejeté par le Parlement britannique que grâce aux voix des élus écossais.

Enfin, certaines implications du programme du SNP, improprement présenté comme le programme de tous les indépendantistes, laissaient entrevoir un modèle socio-économique plutôt néolibéral. Outre les dispositions déjà évoquées qui risquent d'imposer une course au moins-disant fiscal, certains redoutent que le nouvel état indépendant soit forcé d'adopter des mesures de consolidation budgétaire. La question se poserait avec d'autant plus d'acuité en cas d'adhésion – prévue par le SNP – à l'Union européenne. Ce qui impliquerait la soumission aux critères de convergences de l'Union économique et monétaire (UEM). Dans une sorte de stratégie du pire, certains économistes voient, non sans raison d'ailleurs, en l'indépendance un moyen commode de démanteler l'État-providence à travers un dégraissage drastique du secteur public²¹.

L'avenir dira si l'élan politique et citoyen né du référendum aura constitué un facteur d'agrégation de la gauche ou, au contraire, approfondira ses lignes de fracture. Dans les jours qui suivirent le scrutin, les composantes de *YesScotland* ont bénéficié, dans des proportions diverses, d'une importante vague d'adhésion, tirant pleinement parti de l'énergie militante déployée durant la campagne. À l'inverse, le parti travailliste, déjà décrédibilisé en Écosse en raison de sa conversion au blairisme, semble avoir creusé sa propre tombe. Et le leadership assumé de la campagne du vote unioniste aura sans doute permis de sauver la carrière de David Cameron²². Comme un goût de trop peu, disions-nous...

21 Robert, Jacques, "*Indépendance de l'Écosse : une perspective libérale*", 11 mai 2013, contrepoints.org

22 McKenna, Kevin, "*Labour in Scotland is dying. Does anybody care?*", *The Guardian*, 27 septembre 2014